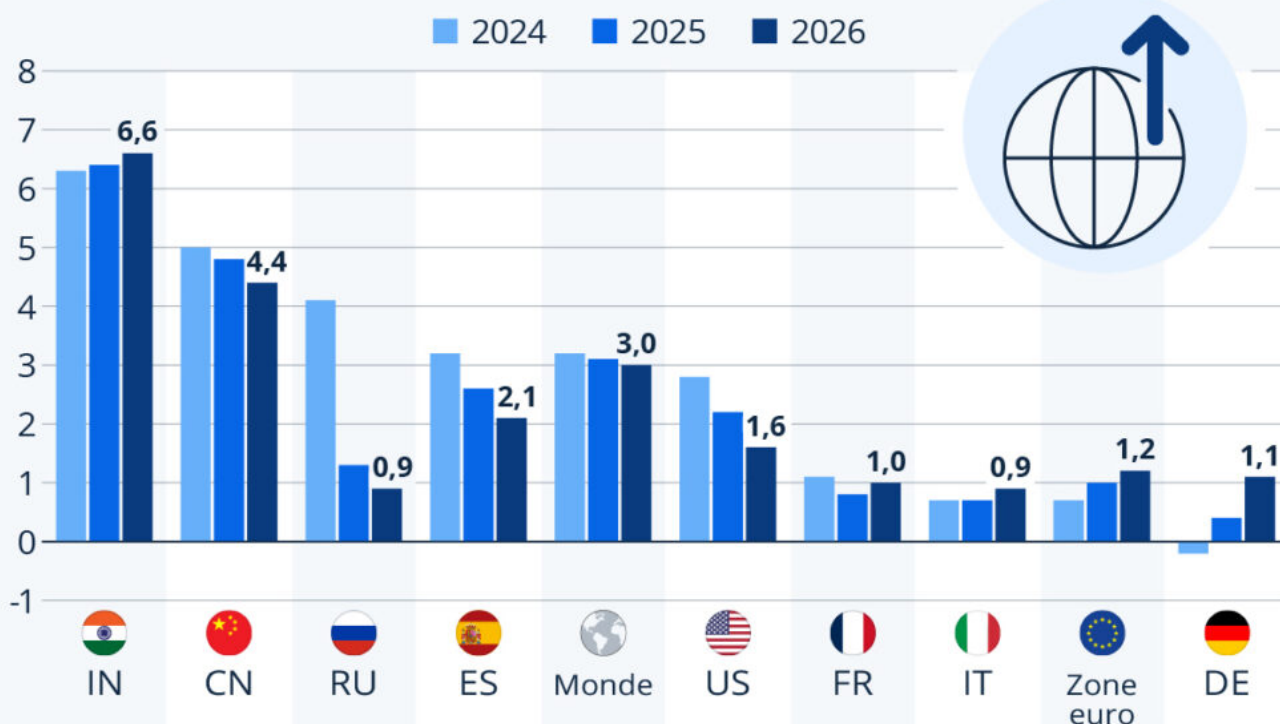


Ecrit par le 3 avril 2025

# Vers un ralentissement de la croissance mondiale ?

## Vers un ralentissement de la croissance mondiale ?

Projections de croissance du PIB réel en glissement annuel dans une sélection de pays, en %



Source : OCDE



**statista**

Ecrit par le 3 avril 2025

Dans son [récent rapport](#) sur les perspectives économiques de ses États membres, l'OCDE indique que si l'économie mondiale a progressé à un rythme annualisé solide de 3,2 % au second semestre 2024, les récents indicateurs d'activité pointent vers un ralentissement de la croissance en 2025 et 2026. L'OCDE indique en effet que l'inflation, l'augmentation des barrières commerciales dans plusieurs économies du G20 et l'incertitude politique pourraient affaiblir les économies de nombreux pays. La croissance du PIB mondial devrait ainsi ralentir, passant de 3,2 % en 2024 à 3,1 % en 2025 et 3,0 % en 2026. Cependant, certains pays devraient être plus fortement touchés que d'autres - et d'autres pays ne devraient pas être affectés.

La croissance annuelle du PIB réel aux États-Unis devrait ralentir par rapport au rythme très soutenu qu'elle a connu, pour s'établir à 2,2 % en 2025 et à 1,6 % en 2026. Dans la zone euro, la croissance du PIB réel devrait être modérée mais soutenue, passant à 1,0 % en 2025 et 1,2 % en 2026. La France, qui a connu une croissance de 1,1 % l'année dernière, devrait la voir ralentir pour s'établir à 0,8 % cette année, puis remonter à 1,0 % en 2026.

La croissance en Chine devrait également ralentir, passant de 4,8 % cette année à 4,4 % en 2026. L'Inde fait quant à elle figure d'exception : d'après les prévisions de l'OCDE, son économie devrait croître de 6,4 % cette année et 6,6 % l'année prochaine. L'Italie devrait également connaître une croissance soutenue, de 0,7 % en 2025 et 0,9 % en 2026.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

---

## Banque de France : Continuer à avancer malgré les incertitudes

Ecrit par le 3 avril 2025



Maintenir le cap, ne pas baisser les bras, garder confiance, la Banque de France de Vaucluse veut avancer même si les incertitudes persistent.

[Christine Gord](#), la directrice départementale de la Banque de France, le souligne lors de la conférence économique 2025 qui vient de se tenir à Avignon : « La visibilité est réduite. Les prévisions de croissance chiffrées à +1,1% en 2024, sont estimées à +0,9% en France et l'inflation devrait être contenue au-dessous de 2%, avec +1,6%. Mais l'augmentation des prix s'est quand même envolée de +20% ces dernières années et forcément les ménages et les entreprises en ont souffert. Le taux de chômage a progressé et devrait atteindre 7,8% avant de redescendre en 2027. Dans un monde politique et économique aussi anxiogène les particuliers préfèrent épargner plutôt que consommer ou investir ».

### **Progression du surendettement en Vaucluse**

La directrice départementale de la Banque de France continue de commenter le baromètre : « Entre 2023 et 2024, les crédits à l'habitat avaient plongé de -14,35%, mais on note qu'entre juillet et décembre dernier, ils ont progressé de 203M€ en Vaucluse. En revanche, le pourcentage de surendettement progresse chez nous de +16% alors qu'il est de +13,3% en Provence Alpes Côte d'Azur et de +10,8% en France ».

### **Résilience des entreprises**

Du côté des entreprises, une enquête a été réalisée dans la région auprès d'un millier de dirigeants qui emploient 165 800 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 35 milliards d'euros. « Entre la dissolution, l'absence de gouvernement, le changement de premier ministre en quelques semaines,

Ecrit par le 3 avril 2025

l'absence de cap, l'incertitude demeure. Les volumes d'affaires et les effectifs sont globalement maintenus, notamment grâce à l'export qui dope la croissance dans l'industrie, l'agro-alimentaire, la viticulture et la chimie. Mais le secteur des équipements électriques recule et ses investissements marquent le pas avec un taux de -23%. Autre secteur en berne : l'intérim quel que soit le secteur, -11,5% par exemple dans l'industrie, seule l'hôtellerie-restauration y échappe avec un chiffre d'affaires en hausse de +6,2%, pendant que la logistique et les transports souffrent eux aussi (-0,5% d'évolution du CA).



Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84, et Christine Gord, directrice départementale de la Banque de France.

« La crise continue avec 29% de constructions en moins. »

*Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84*

Tout un pan de l'économie continue à se fissurer : la construction et les travaux publics. Daniel Léonard, président de [la Fédération du BTP 84](https://www.federationbtp84.com) prend la parole : « La crise continue avec 29% de constructions en moins, moins 18% d'appel d'offres, des matières premières qui ont flambé de +20%. Nous ne pouvons plus investir mais nous faisons tout pour sauver les emplois et les entreprises du bâtiment. »

Les graphiques de la Banque de France montrent ce net repli avec -8,8% d'effectifs dans le second œuvre, -6,2% dans la construction et le gros œuvre. Toutefois, les dirigeants ne baissent pas les bras, ils espèrent améliorer leurs carnets de commandes avec 44% d'entre eux qui tablent sur une situation stable dans les mois qui viennent.



Ecrit par le 3 avril 2025

## Le nombre de liquidations judiciaires a baissé l'an dernier

Enfin, Gérard Arnault, qui a présidé pendant 8 ans le Tribunal de Commerce d'Avignon [devenu depuis le 1er janvier Tribunal d'activités économiques TAE](#) parle des défaillances en France : plus de 66 000 en France, 6 764 dans la Région Sud avec un taux de +14,9% alors qu'en Occitanie il est de +13,6% et en Corse de +12,2%. « Mieux vaut prévenir que guérir. Plus tôt les patrons en difficulté font appel à nous, plus vite ils peuvent être guéris, c'est à dire sauver leur entreprise et leurs salariés. En Vaucluse, les entretiens prévention ont explosé de 116 en 2019 à 309 l'an dernier, les liquidations judiciaires ont baissé de -3,9% l'an dernier, du coup, on a réussi à sauver davantage d'emplois. »



Gérard Arnault, ancien président du Tribunal de commerce d'Avignon et la Christine Gord.

## Des trésoreries à surveiller

Après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques et Paralympiques qui ont contribué à la progression de + 1/4 de point de croissance au 3<sup>e</sup> trimestre en France, l'activité risque de tourner au ralenti en 2025. Certes l'inflation pourrait continuer à refluer, mais les chefs d'entreprises sont souvent frappés de plein fouet par des factures impayées ou des délais de paiement rallongés : 18% sont payés 60 jours plus tard, ce qui met en péril la trésorerie et réduit à néant leur envie d'embaucher avec des lendemains aussi incertains.

Écrit par le 3 avril 2025

# Immobilier, si le marché reste difficile, les signes de reprise émergent



**Le marché immobilier connaît une phase de repli, au niveau national, avec possiblement 750 000 transactions en 2024 contre 875 000 en 2023. Il y en avait eu 1,13 million en 2022, la deuxième année la plus dynamique après 2021 'année de surchauffe' avec 1,2 million de transactions.**

En cause ? Une franche remontée des taux de crédit bancaire intervenue en mars 2023 à 2,5% pour s'établir à 4,25% à fin juillet 2023 et l'installation d'une vraie incertitude politico-économique en France et au niveau mondial.

**Dans une étude lancée par l'observatoire Interkab,** qui a interrogé un panel de 8 500 agences immobilières indépendantes sur les défis actuels et les

Ecrit par le 3 avril 2025

perspectives pour 2025, 32% des professionnels notaient une réelle reprise au dernier trimestre 2024 tandis que 45% trouvaient que l'activité était en baisse ce qui faisait de 2024 une année difficile.

### Les stocks des biens à la vente

semblent s'être renouvelés et stabilisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 ce qui marque une certaine défiance des vendeurs face à une incertitude économicopolitique et un niveau de transaction historiquement bas.



Copyright Baromètre Marché immobilier Paca, La boîte immo

### La durée de commercialisation

Dans les grandes villes -Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Nice, Lille, Nantes, Montpellier...- les délais de vente s'établissent à 126 jours en moyenne contre 134 jours, au niveau national. Le taux de 'casse' -de ventes qui n'aboutissent après la signature du compromis- est de 17% soit inférieur aux 21% enregistrés en début d'année 2024 ce qui augure une progression du nombre de transactions abouties et renseigne sur une meilleure qualité financière des dossiers proposés aux banques.

### En nombre de compromis signés

Au classement des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en nombre de compromis signés, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024, le Vaucluse accède à la 4<sup>e</sup> place avec 281 précontrats signés. La 1<sup>ère</sup> place sur le podium appartient au Var avec 1 201 contrats, suivi des Bouches-du-Rhône avec 933 contrats, Les Alpes-Maritimes avec 487 contrats, les Hautes-Alpes prennent la 5<sup>e</sup> place avec 63 contrats puis les Alpes-de-Haute-Provence avec 58 contrats.

### Cependant les prix reculent

Les prix moyens au m<sup>2</sup> ont reculé de 4% avec des corrections de prix selon les villes. Près de 66% des

Écrit par le 3 avril 2025

agents immobiliers s'attendent à une nouvelle baisse des prix en 2025 comprise entre 3% et au-delà des 5%.

### Le Diagnostic de performance énergétique

A bouleversé le marché immobilier. Ainsi, les biens dont le DPE -F et G- est défavorable ne se vendent qu'après une baisse drastique du prix, même si celui-ci se révèle peu suffisant face à la hausse de 43% de biens à vendre, depuis début 2024. En France, 500 000 biens -dont 62% de maisons et 38% d'appartements- ne répondent plus aux exigences réglementaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, notamment avec l'interdiction de louer le bâti classé en G. La vente de ces biens, dont le nombre de compromis signés s'amenuisait dès début 2024, s'articule en moyenne sur 150 jours.

### ✘ Évolution de la marge de négociation entre le prix de vente affiché & le montant de la vente finalisée

4<sup>ème</sup> trimestre 2024 vs 3<sup>ème</sup> trimestre 2024



Marseille

**-3,6%**

-0,2 pt

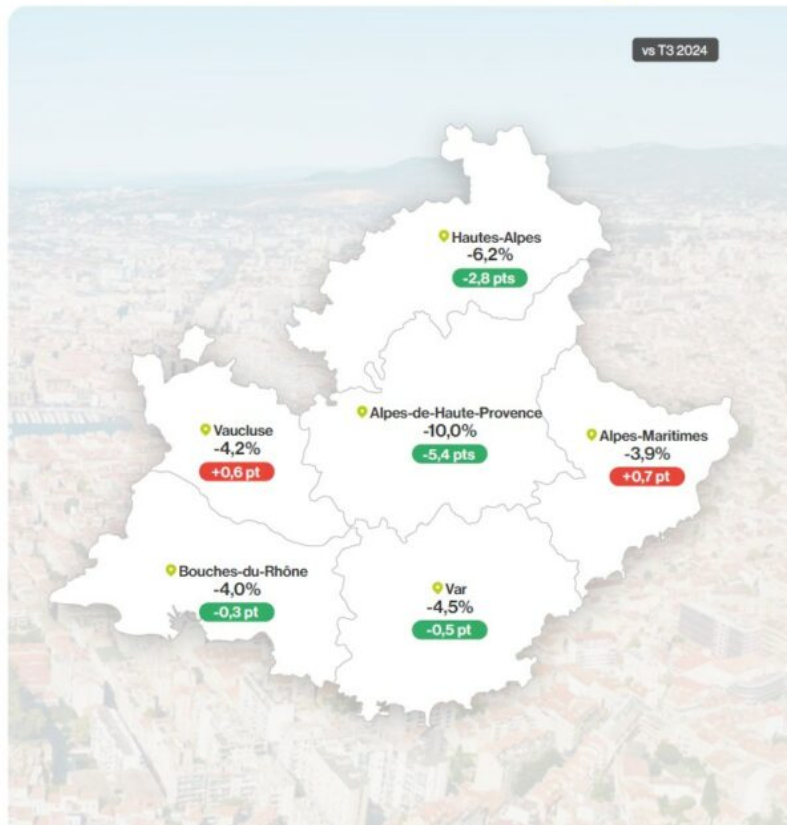
d'écart entre le prix de vente affiché et le montant final de la transaction  
soit la marge de négociation

#### Top villes région

Aix-en-Provence	-2,8%	+1,8 pts
Antibes	-2,2%	+0,2 pt
Avignon	-6,3%	-2,8 pts
Cannes	-7,0%	-1,8 pts
Nice	-3,3%	+1,8 pts
Toulon	-4,7%	-1,5 pts

Baromètre marché immobilier Provence-Alpes-Côtes d'Azur

la boîte immo



Copyright Baromètre Marché immobilier Paca, La boîte immo

### Le prix moyen au m2 pour un bien classé en F ou G

est de 2 522€ au m2 en Vaucluse, 5 525€ dans le Var, 4 679€ dans les Alpes Maritimes, 3 828€ dans les Bouches-du-Rhône, 2 904€ dans les Hautes-Alpes et 2 242€ dans les Alpes-de-Haute-Provence.

### En Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'augmentation du volume de compromis signés sur les T4 en fin d'année 2024, au niveau national et régional, enthousiasme la moitié des agents immobiliers qui y voient de très bons augures pour l'année



Ecrit par le 3 avril 2025

2025. C'est particulièrement le cas pour les villes de Nice avec +19%, Montpellier et Marseille avec +10% ainsi que Paris avec +4%.

### En Vaucluse

Toutefois les agents immobiliers de Vaucluse font partie des plus optimistes, pensant que le marché sera dynamique et porteur. Les délais moyens de signature du compromis de vente au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 est de 175 jours à Avignon. Il est de 100 pour Cannes, 102 pour Toulon, 106 pour Antibes, 108 pour Nice, 129 pour Aix-en-Provence.

l'Observatoire **interkub**<sup>®</sup> | Baromètre marché immobilier Provence-Alpes-Côtes d'Azur

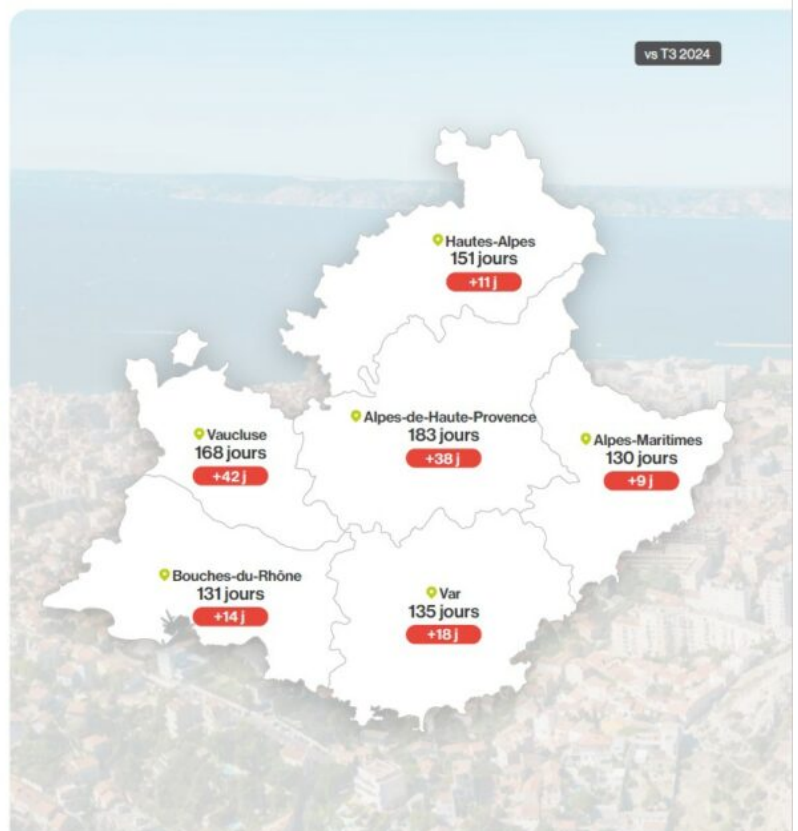
### 🕒 Délais moyens de signature du compromis de vente

4<sup>ème</sup> trimestre 2024 vs 3<sup>ème</sup> trimestre 2024



#### Top villes région

Aix-en-Provence	129 jours	+5j
Antibes	106 jours	-35j
Avignon	175 jours	+9j
Cannes	100 jours	-55j
Nice	108 jours	+4j
Toulon	102 jours	-6j



Copyright Baromètre Marché immobilier Paca, La boîte immo

## 2e trimestre 2024 : l'économie du Vaucluse

Ecrit par le 3 avril 2025

## enregistre la plus forte baisse régionale



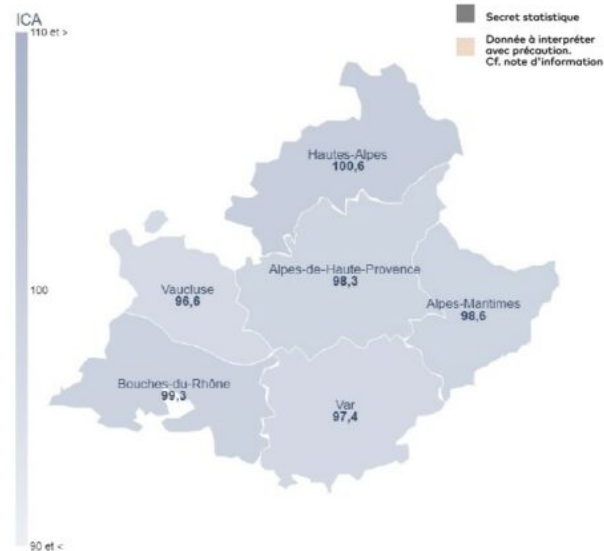
**L'Ordre des Experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur et son président Nicolas Férand viennent de dévoiler le baromètre du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 pour les entreprises de la région. Ce dernier fait notamment apparaître une diminution de l'activité des TPE-PME dans tous les départements, à l'exception des Hautes-Alpes. Le Vaucluse enregistre la plus forte baisse.**

« Depuis le début de l'année, les TPE-PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont vu leur activité se réduire : - 1,3% du chiffre d'affaires, comparativement à la même période en 2023, explique [l'Ordre des Experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#). Sur ce 2<sup>e</sup> trimestre 2024, l'activité des entreprises régionales a diminué de 1,6% par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de baisse d'activité. Néanmoins, quelques signaux laissent présager une légère reprise dans certains secteurs. »

Lors du 2<sup>e</sup> trimestre 2024, seul un département sur les six que compte la région a enregistré une progression d'activité par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 : les Hautes-Alpes avec une croissance de 0,6% de leur chiffre d'affaires, comme au trimestre précédent. Les entreprises des Bouches-du-Rhône voient leur activité légèrement diminuer de 0,7%. Viennent ensuite celles des Alpes-Maritimes (-1,4%), des Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%), du Var (-2,6%) et du Vaucluse (-3,4%).

Écrit par le 3 avril 2025

## La carte de la région



\*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.  
 \*\*L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

## L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Lors du 2e trimestre 2024, seul un département sur les six que compte la région a enregistré une progression d'activité par rapport au 2e trimestre 2023.
- Les entreprises des Hautes-Alpes (+0,6% en valeur) affichent une croissance de leur CA, comme au trimestre précédent.
- Les structures des Bouches-du-Rhône (-0,7%) voient leur activité légèrement diminuer. Viennent ensuite celles des Alpes-Maritimes (-1,4%). Les entreprises des Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%), du Var (-2,6%) et du Vaucluse (-3,4%) affichent des performances inférieures à la moyenne régionale (-1,6%).

Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca

## Résilience dans la boulangerie et la restauration

Les TPE-PME de boulangerie-pâtisserie enregistrent une légère hausse d'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 (+0,2%). En cumulé sur l'année, la hausse d'activité atteint 2,6%, et ce malgré un contexte d'inflation, pour un secteur très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales résistent bien face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, notamment grâce à un élargissement de leur offre en restauration salée et boissons. Certaines font également le choix de monter en gamme avec le développement de pains spéciaux ou issus de farines biologiques, à plus forte valeur ajoutée.

Le secteur de la restauration voit son chiffre d'affaires se réduire au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 (-3,9%). Néanmoins, ce ralentissement de l'activité doit être analysé avec un certain recul, le chiffre d'affaires du secteur ayant significativement augmenté en début d'année 2023, période de comparaison. Selon une étude du cabinet Food Service Vision, en dépit de la mauvaise météo du printemps, le secteur a tout de même fait preuve de résilience sur la période. Dans la restauration indépendante, le prix des cartes aurait augmenté de 4,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui a pu participer à faire croître le chiffre d'affaires en valeur.

Ecrit par le 3 avril 2025



## Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 697 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une légère hausse de CA au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 (+0,2% en valeur). En cumulé sur l'année, la hausse d'activité atteint 2,6%. Si le taux d'inflation tend à se réduire, les prix restent à un niveau élevé et impactent toujours le secteur, très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales font face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés. Cependant, l'élargissement de l'offre, notamment le développement de la restauration salée et des boissons, constitue un moteur de croissance pour toutes les structures du secteur. De plus, de nombreuses boulangeries-pâtisseries montent en gamme avec le développement de pains spéciaux ou issus de farines biologiques, à plus forte valeur ajoutée.



# +2,6 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport à la période du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> trimestre 2023

Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca

### Un pouvoir d'achat fragile

Alors que les entreprises de coiffure enregistrent en cumulé depuis le début de l'année une hausse de 0,2% de leur chiffre d'affaires, elles voient leur activité repartir à la baisse au cours de ce 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (-2,7%). Cette tendance devrait se poursuivre sur l'ensemble de l'année, témoin des pressions sur le pouvoir d'achat des foyers. Effectivement, face à la forte inflation, certains ménages pourraient continuer de limiter ou de réduire leurs dépenses, y compris sur les prestations de coiffure, même si ces dépenses sont en partie contraintes. Cela pourrait se traduire par un espacement des visites, un arbitrage vers des prestations moins onéreuses ou encore par le recours au faire soi-même.

Même son de cloche du côté des commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé qui voient pour la première fois depuis six trimestres consécutifs de hausse d'activité, leur chiffre d'affaires baisser de 3,4% au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Le secteur continue d'être impacté par l'inflation avec des ménages qui réduisent leurs achats de viande. A cela, s'ajoute un mouvement plus global de recul en matière de consommation de viande, lié à des changements d'habitudes.

Les débits de boissons enregistrent également une baisse de chiffre d'affaires de 1% au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023. En cumulé, sur le 1<sup>er</sup> semestre, le chiffre d'affaires reste toutefois en hausse (+0,3%). À l'image des restaurateurs, les résultats du secteur des débit de boissons avaient été bons au 1<sup>er</sup> semestre 2023, période de comparaison, ce qui peut en partie expliquer cette baisse. Les Français ont aussi pu moins fréquenter les bars en raison des tensions actuelles qui pèsent sur leur pouvoir d'achat.



Ecrit par le 3 avril 2025



## Coiffure (9602A)

Après la hausse du précédent trimestre, les 1 705 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur activité repartir à la baisse au cours du 2e trimestre 2024 (-2,7%). En cumulé depuis le début d'année, le CA reste en hausse (+0,2%). Le cabinet d'études Xerfi anticipe un nouveau ralentissement de l'activité des salons de coiffure sur l'ensemble de l'année. L'indicateur resterait en effet pénalisé par les pressions sur le pouvoir d'achat. Face à la forte inflation, certains ménages pourraient continuer de limiter ou de réduire leurs dépenses, y compris sur les prestations de coiffure, même si ces dépenses sont en partie contraintes. Cela pourrait notamment se traduire par un espacement des visites, un arbitrage vers des prestations moins onéreuses ou encore par le recours au faire soi-même.



+0,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2023

Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca

## Immobilier, maçonnerie, gros œuvre, plomberie, aménagement paysager... toujours en difficultés

Dans les secteurs liés à l'habitat, au sens large, la tendance baissière persiste. Les agences immobilières voient leur activité continuer de se dégrader et ce, pour le septième trimestre consécutif. La baisse de chiffre d'affaires atteint 15% en valeur sur le trimestre et 17,9% en cumulé depuis le début d'année. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier. Le marché du crédit immobilier montre toutefois des signes encourageants lors de ce 2<sup>e</sup> trimestre, avec des taux d'intérêt qui poursuivent leur baisse après une période difficile pour les potentiels acheteurs.

Les entreprises de maçonnerie et gros œuvre continuent de subir de plein fouet la crise du marché de la construction neuve dont elles sont intrinsèquement dépendantes. Elles affichent un chiffre d'affaires en recul de 5,8% en valeur au 2e trimestre 2024, comme au 1er trimestre 2024 et de 5,7% en cumulé sur le 1er semestre. C'est d'ailleurs le corps de métier du bâtiment qui affiche les baisses d'activité les plus importantes.

Les secteurs de la plomberie, comme des services d'aménagement paysager sont eux aussi tributaires de la situation du marché immobilier. Tous deux voient leur activité se réduire une nouvelle fois au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 : -2% pour les TPE-PME de la plomberie et -1,7% pour celles de l'aménagement paysager.

Ecrit par le 3 avril 2025



## Agences immobilières (6831Z)

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, les 2 058 agences immobilières de l'échantillon voient leur activité continuer de se dégrader et ce, pour le septième trimestre consécutif. La baisse de CA atteint 15% en valeur sur le trimestre et 17,9% en cumulé depuis le début d'année. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier. En un an, le nombre de faillites d'agences immobilières a ainsi plus que doublé (+114%), constate la Fnaim. Entre mai 2023 et avril 2024, plus de 1 100 d'entre elles (1 agence sur 24) ont ainsi mis la clé sous la porte. Le marché du crédit immobilier montre toutefois des signes encourageants au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 avec des taux d'intérêt qui poursuivent leur baisse après une période difficile. Ainsi, ils atteignent en juin leur niveau le plus bas depuis un an (3,66% en juin 2024 après 4,20% en décembre 2023).



# -17,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 par rapport à la période du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> trimestre 2023

Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca

## Des défaillances d'entreprises en hausse

Les défaillances d'entreprises croient de manière inquiétante, dans des secteurs très différents. C'est le cas de l'entretien et de la réparation de voitures. Plus 25,6% au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 selon une note Altares de juillet 2024. Toujours d'après cette même information, le nombre de défaillances d'entreprises du secteur des transports de fret de proximité a augmenté de 23,4% au 2<sup>e</sup> trimestre 2024.

Ecrit par le 3 avril 2025



Nicolas Férand. Crédit : Ordre des Experts-comptables de Paca/DR

« Les résultats du deuxième trimestre confirment nos préoccupations. »

*[Nicolas Férand](#), président du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca*

« Comme prévu au premier trimestre, les résultats du deuxième trimestre confirment nos préoccupations, constate [Nicolas Férand](#), président du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables Paca. La croissance demeure globalement faible et les secteurs de l'immobilier et de la construction peinent toujours face à un marché morose. Néanmoins, je reste optimiste quant à la capacité de la saison estivale à soutenir l'activité dans les secteurs de l'alimentation et de l'hôtellerie-restauration, malgré un contexte difficile sur le marché de l'emploi. »

[Les experts-comptables de Paca prêtent serment](#)

Ecrit par le 3 avril 2025

L.G.

## Rentrée économique en Vaucluse : 'Ne pas baisser les bras malgré les incertitudes'



**Entre récession, ralentissement, reflux et résilience.... Plutôt morose la situation économique du Vaucluse en septembre. Après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques, la Banque de France, la Chambre de métiers et de l'artisanat, la fédération du BTP 84, la direction départementale des Finances publiques ou bien encore la CPME 84 se sont réunis à la chapelle**



Écrit par le 3 avril 2025

## Saint-Praxède à Avignon, siège de la Chambre des métiers pour évoquer la rentrée économique en Vaucluse.

C'est d'abord [Christine Gord](#), la directrice de la banque de France de Vaucluse qui a longuement pris la parole de cette réunion de rentrée placée sous le thème 'Entre attentisme et incertitudes' : « L'environnement économique s'éclaircit, mais des zones d'ombre persistent. Même si la croissance du PIB en France est un peu plus soutenue que prévue (+1,1%) et que l'inflation ralentit (+2,1% en juin 2024). Mais elle atteint quand même +6% pour l'énergie, +5% pour les services, +3,7% pour les produits manufacturés et +2,5% pour l'alimentation ».

« Même s'ils ont plus progressé que l'inflation, les salaires n'ont pas compensé les pertes cumulées en 2022 et 2023. »

[Christine Gord](#), directrice de la banque de France de Vaucluse

Elle poursuit : « Les taux de la BCE (Banque centrale européenne) sont en légère diminution (3,5%) et nous devons éviter la spirale infernale taux/salaires, d'autant plus que même s'ils ont plus progressé que l'inflation, les salaires n'ont pas compensé les pertes cumulées en 2022 et 2023. »

### % REPARTITION CHIFFRE D'AFFAIRES VAUCLUSE 1ER SEMESTRE 2024



Avec une France cumulant 3 600 milliards d'euros de dettes, les Français ont préféré l'épargne à la consommation. Elle est ainsi passée de 17,08% au premier trimestre à 17,90% en septembre. Par ailleurs, le surendettement des ménages grimpe de 20% en Vaucluse (664 dossiers déposés en août 2023, 799, un an plus tard). Résultat : le secteur de la construction est sous tension. Daniel Léonard, le Président de [la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse](#) y reviendra un peu plus tard, à

Ecrit par le 3 avril 2025

la tribune.

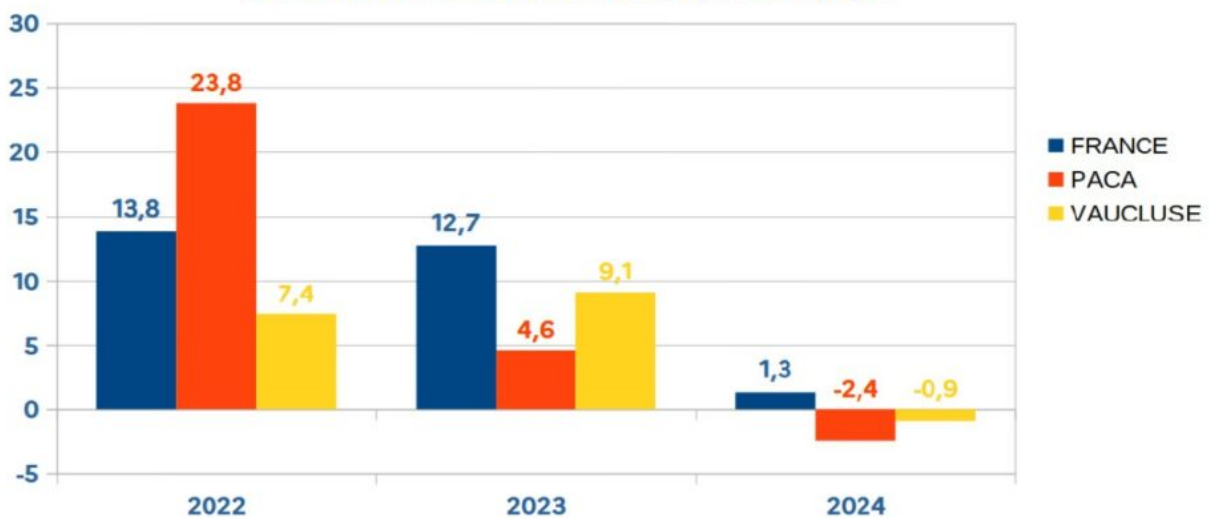
VAUCLUSE	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023
Ouvertures Procédure Collective	238	232	331	403	464	15,1%
Dont sauvegarde	2	2	4	4	7	75,0%
Dont Redressement Judiciaire	60	76	118	144	197	36,8%
Dont Liquidation Judiciaire	161	135	199	240	244	1,7%
Dont résolution de plan	15	19	10	15	16	6,7%
% LJ	67,6%	58,2%	60,1%	59,6%	52,6%	
Dont Saisines Parquet	14	38	74	105	73	-43,8%

### Procédures de défaillances en Vaucluse.

La directrice départementale de la Banque de France, évoquera également le chiffre d'affaires de la Région Sud, 127Mds€ pour 525 702 effectifs, avec en tête le commerce (34%), puis les services (30%), l'industrie (24%) et la construction (12%). Et pour les effectifs, ce sont les services qui cumulent le plus d'emplois (58%), suivis du commerce (16%), de l'industrie (15%) et du BTP (11%). Elle a aussi précisé que c'est chez nous dans la Région Sud (+12,9 jours de retard), comme en Ile-de-France (+17,4 jours) et dans les Hauts-de-France (+12,6 jours) que la trésorerie des entreprises est la plus tendue à cause des retards de paiement de qui les pénalise. Mais elle a conclu que, « Globalement, selon un questionnaire auquel ont répondu des centaines de chefs d'entreprises, ils restent plutôt confiants en l'avenir et optimistes, avec des perspectives étonnamment encourageantes ».

## EVOLUTION % DU CHIFFRE D'AFFAIRES

% EVOLUTION : CUMUL ANNUEL GLISSANT DU 01/07/N-1 AU 30/06/N COMPARE A CUMUL ANNUEL GLISSANT N-1 DU 01/07/N-2 AU 30/06/N-1



Ecrit par le 3 avril 2025

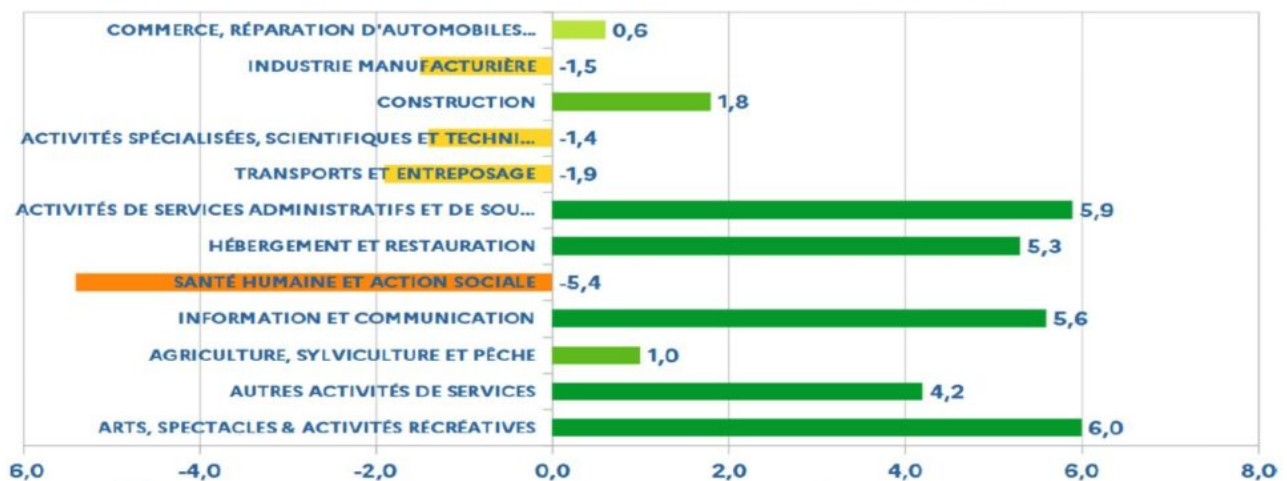
## Une défaillance pour 4 créations

Après elle, c'est Olivier Borel qui, représentant Tribunal de commerce d'Avignon, a pris la parole pour évoquer les chiffres du. « En gros, on recense une défaillance pour 4 créations d'entreprises. L'an dernier, en Provence-Alpes-Côte d'Azur il y a eu 25 840 sociétés nouvelles pour 5 828 radiations. Dès que des difficultés apparaissent, il faut absolument que les patrons se rapprochent de nous. Plus ils attendent, plus leur situation risque de s'aggraver. Nous sommes là pour les aider, les accompagner, les protéger, les sortir de l'impasse. C'est gratuit, on les écoute et on les oriente si possible vers des procédures amiables. »

En 2023, 23% des défaillances ont concerné le BTP, 21% le commerce et la réparation automobile et 15% l'hébergement et la restauration. Il y a eu +22% de procédures en Vaucluse (38 403) dont 43% ont débouché sur un redressement judiciaire et 17% sur une liquidation. Mais le taux de conciliation lui, a été de 81%.

### EVOLUTION % CHIFFRES D'AFFAIRES VAUCLUSE PAR SECTEUR

CUMUL ANNUEL GLISSANT DU 01/07/2023 AU 30/06/2024 COMPARE A CUMUL ANNUEL GLISSANT 01/07/2022 AU 30/06/2023



[Michel Laffitte](#), le Directeur départemental des Finances Publiques de Vaucluse est intervenu brièvement mais fermement pour déclarer : « La situation n'est pas bonne sur les 12 derniers mois. Le chiffre d'affaires a progressé de +1,3 en France, a reculé de - 2,4 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de 0,9 en Vaucluse. » Par secteur, ce sont surtout les arts et spectacles avec les festivals (6%), qui nous sauvent, l'information et la communication (5,6%), le tourisme avec l'hébergement et la restauration (5,3%), et l'agriculture, en particulier le négoce du vin (1%). Alors que la santé et l'action sociale plongent à -5,4% et le transport et l'entreposage à -1,9%.

Ecrit par le 3 avril 2025



De gauche à droite : [Michel Laffitte](#), directeur départemental des Finances Publiques, Olivier Borel, représentant le Tribunal de commerce d'Avignon, [Christine Gord](#), directrice de la banque de France de Vaucluse, [Bernard Vergier](#) et [Denis Duchêne](#) respectivement président et vice-président de la CPME 84.



Ecrit par le 3 avril 2025



Le monde économique réuni lors de cette présentation de la banque de France

Ecrit par le 3 avril 2025



Daniel Léonard, président de [la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse](#)

### **Le BTP veut garder l'espoir**

C'est alors que Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 a conclu la séance avec une série



Ecrit par le 3 avril 2025

de chiffres en baisse : -12,9% de construction de logements neufs, -6% d'activité dans les travaux publics, - 16% d'appels d'offres. Mais « Il faut garder l'espoir, le moral. Les prêts à taux zéro ont progressé de 28%, la production de béton prêt à l'emploi a augmenté de 3% (371 740m<sup>3</sup>), le montant des appels d'offres travaux a grimpé de +6,9% (soit 690M€). Donc ne baissons pas les bras, continuons à former des jeunes, à transmettre nos métiers. Nous réhabilitons des logements anciens, nous faisons de la rénovation thermique pour que les appartements et les maisons ne soient plus des passoires, nous travaillons aussi sur les conduites et canalisations d'eau avec les grands donneurs d'ordres (Veolia, Suez) pour qu'il y ait moins de fuites. En ce moment il y a le chantier de la future prison d'Entraigues, de la déviation de la Nationale 7 à Orange, du réaménagement du carrefour de Bonpas. Que les élus des mairies, des communautés de communes et du département de Vaucluse continuent à nous faire confiance. Nos concitoyens ont besoin d'un toit, de crèches, d'écoles, de collèges, de lycées pour leurs enfants, de commerces, de lieux de culture et de loisirs, de routes. Nous n'avons pas le droit d'être pessimistes ».

**% EVOLUTION COMMERCE EXTERIEUR**  
Evolution en % des exportations et livraisons intra-communautaires  
du 01/07/23 au 30/06/24 à la période du 01/07/22 au 30/06/23



### La CPME martèle son appel à la confiance

Même volonté d'optimisme pour [Bernard Vergier](#), le président de la [CPME de Vaucluse](#) qui, à l'image de [la rentrée de la première confédération patronale du département](#), martèle son message d'appel à la confiance : « Nous souhaitons que la nomination du premier ministre puisse amener de la stabilité et de la visibilité pour nos entreprises afin de faire face à leurs inquiétudes grandissantes, à des carnets de commande en baisse, des investissements suspendus, des défaillances d'entreprise en hausse ou bien au dérapage incontrôlé des finances publiques. »

Ecrit par le 3 avril 2025

Et fort de son millier d'adhérents, Bernard Vergier appelle ainsi de ses vœux « une plus grande simplification administrative, une réforme de l'action publique et un soutien à la croissance économique. »

## Fédé BTP 84, Tracer son chemin au-delà de la conjoncture

**Fin juin, le président de la [Fédé du BTP 84](#), Daniel Léonard, s'adressait aux adhérents dans le cadre de l'Assemblée générale. Peu avant nous l'avions rencontré pour une interview. Voici le message qu'il avait choisi de transmettre. » Mon rôle ? Maintenir le dialogue avec les élus et les acteurs économiques pour porter la voix de la profession »**

### **Comment se portent le bâtiment et les travaux publics ?**

«Aujourd'hui, c'est la construction qui souffre le plus. Les travaux publics connaissent une petite baisse d'activité qui n'est cependant pas alarmante pour le moment. Nous avons récemment rencontré un grand donneur d'ordre, le bailleur social Grand Delta Habitat, qui ne nous a pas donné de très bonnes nouvelles. Nous craignons des vagues de licenciements dans les entreprises de la construction qui impacteront l'ensemble de la chaîne : de l'agence immobilière à l'architecte, en passant par le notaire et le géomètre expert. Les permis de construire ne sortent plus des services de l'urbanisme des mairies ou agglomérations. Quant au marché des travaux publics ? L'arrêt de la construction entraînera l'arrêt des travaux publics puisque qu'il n'y aura pas de nouvelles zones d'habitat. Les entreprises vont devoir être agiles et se réorienter. »

### **Les conséquences induites**

« Au plan national, la baisse des ventes de biens a déjà impacté 900 agences immobilières placées en redressement judiciaire ou en liquidation en 2023, soit +3% par rapport à 2022. Près de 1 000 licenciements sont prévus en 2024, dans les offices notariaux où les transactions sont passées de 1,1 million en 2022 à 900 000 en 2023. La chute de 30% de commandes dans les cabinets d'architectes a entraîné la réduction des effectifs de 15%, dès le 1er semestre, ce qui représente 1 000 suppressions d'emplois sur les 60 000 que compte cette branche. Les déménageurs accusent une baisse de l'activité de 20% et de 2,5% chez les marchands de meubles. Le Conseil Départemental de Vaucluse a subi un retrait de 30 M€ en raison du recul des droits de mutation, par rapport à 2023, pour un budget prévisionnel 2024 estimé à 110 M€.»



Ecrit par le 3 avril 2025



Copyright Freepik

### **Quant à la réhabilitation**

«Si les marchés existent, ils ne correspondent pas au marché de la construction neuve. Notre filière Pôle habitat en fait actuellement les frais avec, en France, une perte d'emplois estimée à 300 000, ce qui concernerait environ 30 000 personnes, en Vaucluse.»

### **Le logement**

«Le Gouvernement évoque 2 millions de logements vacants que pourraient intégrer les personnes en recherche d'habitat, cependant, ils sont, le plus souvent, situés loin des bassins de l'emploi et des entreprises qui recrutent. Avec l'inflation et le coût de l'essence, les ménages ne peuvent s'éloigner de leur lieu de travail.»

### **Les acquéreurs**

«Les Français et notamment les provençaux, qui rêvaient de devenir propriétaires ont vu leur capacité d'emprunt immobilier diminuer. Ainsi, pour un emprunt de 200 000€ sur 20 ans, le taux de crédit moyen est passé de 1% en 2021 à 3% en janvier 2023 et à 4, 05% en janvier 2024 pour ensuite baisser à 3,95% en mars 2024. En conséquence de quoi, les ménages ont perdu en moyenne 50 000€ de possibilité

Ecrit par le 3 avril 2025

d'emprunter par rapport à la somme initiale qu'ils avaient prévu d'engager dans leur logement.»

### Les tendances ?

«Les tendances affichent la préservation de l'environnement-ce en quoi nous adhérons totalement- avec l'arrêt de l'artificialisation des sols ; L'utilisation des friches industrielles et les dents creuses ce qui est une excellente idée à condition d'intégrer les possibles surcoûts tels que la dépollution des sols et des vastes bâtiments souvent construits avec de l'amiante, du plomb. Nous militons pour que des aides gouvernementales soutiennent les entreprises privées en charge de ce type de travaux. Egalement, les chantiers Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) nécessiteront une enveloppe budgétaire 'sécurité' afin de protéger les chantiers, les matériaux et les professionnels pour œuvrer dans la sérénité.»

### Les bonnes nouvelles ?

«Le Département, qui est notre plus important donneur d'ordre, maintient le budget. Nous espérons même un petit rebond de la part des maires-bâtisseurs, des élus ambitieux de faire évoluer leurs villes, d'accueillir les enfants du pays, d'améliorer le cadre de vie de leurs administrés. Les bonnes nouvelles ce sont les chantiers comme la déviation d'Orange qui est en cours, Mémento à Agroparc Avignon, le carrefour de Bonpas. Également la sécurisation, en juillet et août, des berges de Bonpas pour lesquelles 40 000 tonnes d'enrochements sont prévues. Une passe à poissons va aussi être créée à Rognonas.»



Copyright Freepik

Ecrit par le 3 avril 2025

## Le nouveau siège de la Fédé

«Le nouveau siège de la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics va enfin sortir de terre avec un démarrage des travaux en juillet et le début du gros œuvre en septembre, pour une livraison à l'automne 2025. Les intervenants des chantiers sont tous des adhérents de la Fédération. Nous assurerons nous-mêmes la gestion de la base-vie et des déchets ce qui est l'équivalent du lot zéro et une première expérimentale pour nous.»

## Quelles relations entretenez-vous avec la préfecture, les collectivités territoriales ?

«Nous entretenons d'excellentes relations et nous réjouissons de pouvoir travailler de concert sur des projets. Cependant, nous avons l'impression de ne pas être écoutés par l'État. Malgré les efforts et arguments de nos Fédérations nationales, clairement le logement et la construction ne sont pas une priorité pour le Gouvernement. Finalement, nous nous heurtons à la conjoncture, à la fonte des dotations, à la baisse des droits de mutations qui participent à nourrir le budget du Département. Je crains que l'on oublie le rêve des français : la maison individuelle avec son jardin pour ne proposer que du collectif auquel tous les français n'adhèrent pas.»

## Nos propositions ?

«Nous militons pour le rétablissement du PTZ (Prêt à taux zéro) à destination de tous les types d'habitat, sur l'ensemble du territoire et à destination de tous les ménages ; Le soutien de l'investissement privé avec une prolongation du maintien du dispositif Pinel qui se substitue à l'État dans l'effort de construction de logements ; L'amélioration du dispositif MaPrimeRénov dont la complexité à renseigner puis instruire le dossier bloque les aides promises de l'État, mettant en difficultés entreprises comme particuliers alors que le dispositif s'éteint en fin de l'année fiscale.»

## Note de conjoncture

Le secteur de la Construction représente 10% de l'activité économique du Vaucluse. Au coeur de ce secteur, le marché du logement pèse 65% de l'activité des entreprises, porté par la construction neuve et l'entretien-rénovation. Le Vaucluse est un territoire à fort besoin annuel en logements, particulièrement sur les bassins d'emploi, comme Avignon à hauteur de 1,7 % du parc existant à produire chaque année entre 2018 et 2030, 1% pour le secteur d'Orange et de 0,7% en ce qui concerne Cavaillon-Apt. Pourtant, le rythme de production des logements sociaux peine à suivre la demande des ménages, traduisant une tension également sur ce type d'habitat. Cela s'explique notamment par un taux de rotation particulièrement faible dans le parc de logements qui s'établit à 5,3% en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Dans le détail

D'avril 2023 à avril 2024 l'activité dévise de 70% en termes de mises en vente de logements, de 50% pour la réservation de logements, de 37% en autorisation de constructions de logements et locaux, de 28% en autorisation de mises en chantier. Concernant les Travaux Publics, le secteur connaît une baisse de 0,6% au 1er trimestre 2024. Cependant le territoire devrait continuer de porter le contournement d'Avignon par la voie Léo (Liaison Est Ouest), les futures lignes du Tram, la construction de parkings relais ainsi que de parfaire sa politique en matière de rénovation des canalisations pour lutter contre la perte d'eau potable estimée actuellement à 25%, soit entre 3,5 et 4 millions de m<sup>3</sup> d'eau perdus annuellement sur les 14 millions de m<sup>3</sup> d'eau pompés depuis la nappe phréatique. Une nouvelle culture



Ecrit par le 3 avril 2025

de l'aménagement. La filière développe une nouvelle culture de l'aménagement, conciliant frugalité foncière et qualité de vie. Une façon pour elle de répondre à la tendance baissière de l'activité et à la nécessité de construire pour répondre aux attentes des habitants tout en tenant compte des enjeux environnementaux.



Copyright Freepik

### **Relance de la primo-accession et de l'investissement locatif**

La relance de la primo accession et de l'investissement locatif ont contribué à relancer l'activité lors de crises précédentes. Ainsi, la production de logements neufs, sur l'ensemble du territoire national, concernait 222 425 unités en moyenne sur la période 2007-2023 contre une estimation des besoins à 300 000 logements par an.

### **Une production de logements considérablement ralentie**

En cause, la conjonction de 4 éléments défavorables comme l'inflation des coûts de production et des matériaux, des énergies, et la mise en place de la réglementation énergétique 2020. Il y a, également, la hausse du taux d'usure et donc le relèvement du taux des crédits immobiliers alors que les conditions d'octroi des prêts réduisaient de 25% le pouvoir d'achat immobilier des futurs acquéreurs.



Ecrit par le 3 avril 2025

### **Une accumulation de facteurs contraires**

Cette accumulation de facteurs contraires a immobilisé et continue de retenir l'activité dans le neuf, l'ancien, l'individuel, le collectif, l'achat et la location, engendrant l'immobilité géographique, les tensions sociales, le sentiment de déclassement, la cohabitation forcée, allant jusqu'à impacter la carrière future de l'étudiant obligé de renoncer à sa formation.

### **Les leviers du logement**

Nous préconisons de geler les barèmes de la REP Bâtiment (Responsabilité élargie du producteur, traitement des déchets) sur un an et rendre le dispositif, aujourd'hui inefficace, plus opérationnel pour les entreprises sur l'ensemble du territoire. Nous souhaitons que soit mis en place le statut fiscal du bailleur privé pour maintenir l'offre de logements locatifs. Désormais, la maîtrise d'ouvrage intègre davantage la performance RSE des candidats dans le choix de l'offre la «mieux disante» ; notamment sur l'insertion et la qualification de publics éloignés de l'emploi, la formation, l'apprentissage, les contrats de professionnalisation. Les entreprises ont un outil performant avec le GEIQ BTP 84. Le maître d'ouvrage doit pouvoir soutenir ces initiatives et ainsi contribuer à irriguer le tissu économique et social du département.

### **Transition écologique, pour une vision stratégique et pérenne.**

Cela pourrait consister en l'améliorer du traitement administratif laborieux et complexe de MaPrimRenov ; à l'accélération, sur le maillage territorial, des points de collecte, de stockage et de valorisation des matériaux ; à l'intégration par la maîtrise d'ouvrage de dispositifs en faveur du réemploi et du recyclage des matériaux.

Ecrit par le 3 avril 2025



Copyright Freepik

### **L'enjeu de demain ?**

Sera de reconstruire la ville sur la ville dans une logique d'optimisation de l'espace ; du ré-emploi des 31 000 logements restés vacants en Vaucluse ; du recyclage des friches et du changement de destination de bâtiments existants en logements adaptés aux différentes générations. Il sera là essentiel de tenir compte des surcoûts prévisibles générés par la dépollution des sols et des bâtiments, toutes ses opérations étant propices au retour spontané et aidé de la nature en ville.

### **La Fédé en chiffres**

122 ans, créée en 1902. 400 entreprises adhérentes, de l'artisan à la major, entreprises de bâtiment, travaux publics, constructeurs de maisons individuelles, promoteurs, aménageurs, architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, bureaux de contrôle, locatiers, fournisseurs de matériaux, carriers, avocats, centres de formation, assureurs, comptables, banquiers. 5 200 salariés Les adhérents, entreprises artisanales, PME (petites et moyennes entreprises), ETI (Entreprises de taille intermédiaire) et groupes nationaux représentent 5 200 salariés. Six collaborateurs La Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics accueille une équipe de six personnes pour répondre aux besoins des professionnels.



Ecrit par le 3 avril 2025



Écrit par le 3 avril 2025

Copyright Freepik

### **Fédération du BTP 84**

60, chemin de Fontanille, Agroparc 84140 Avignon - Tél. 04 90 82 40 63 Président, Daniel Léonard  
Secrétaire Général, Emmanuel Meli.

**Extrait du hors série N°2 Echo du mardi Spécial Fédération du BTP 84 Juin 2024.**



Ecrit par le 3 avril 2025

**l'echo** du mardi  
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

■ DANIEL LÉONARD, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉ BTP 84 2&3	■ CÉCILE HELLE MAIRE D'AVIGNON 4&5	■ NOS ADHÉRENTS ONT DU TALENT 6à10	■ CFA FLORENTIN HOURET AVIGNON 11
--	--	--	---

**BTP** VAUCLUSE **L'heure est à l'action**

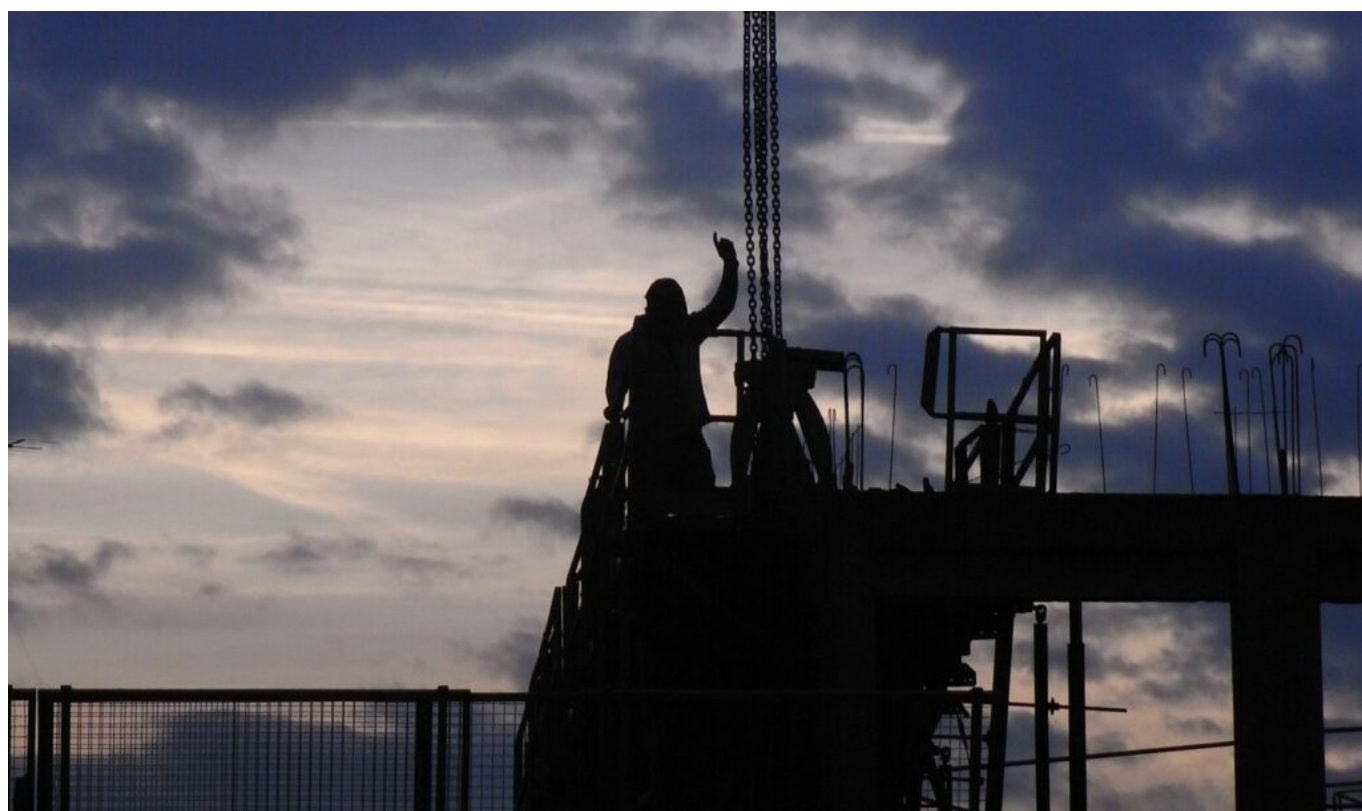
*Ecole Melly et Paul Piaux, Joly Jean, Avignon*

Hors-série Echo du mardi Spécial Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de Vaucluse - Juin 2024 [www.echodumardi.com](http://www.echodumardi.com)

**Cliquez sur la couverture pour consulter ou télécharger le journal**

---

## Vaucluse : le BTP va-t-il dans le mur?



**Le secteur du BTP passe au rouge en Vaucluse. C'est ce que fait apparaître la note de conjoncture de l'économie régionale pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 que vient de publier l'Insee Paca.**

Dans sa dernière analyse sur la conjoncture économique durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, l'Insee-Paca (Institut national de la statistique et des études économiques-Provence Alpes-Côte d'Azur) fait le point sur l'état de l'économie régionale.

Ainsi, selon ses travaux d'Etienne Lenzi et Corinne Roche, « alors que l'effet des chocs de ces dernières années (Covid, guerre en Ukraine) semble se réduire, l'inflation reste à des niveaux élevés dans la plupart des économies avancées, et les incertitudes sur la demande pourraient alimenter un ralentissement de la production. Le resserrement de la politique monétaire pourrait en outre provoquer

Ecrit par le 3 avril 2025

un retournement du marché immobilier dans de nombreux pays occidentaux. »

### **Mise en chantier : un recul de plus de 10 ans**

Dans ce cadre, le secteur de la construction reste particulièrement en difficulté. Ainsi, les emplois sont en baisse, alors que les permis de construire et les mises en chantier diminuent encore ce trimestre. Une situation encore plus tendue en Vaucluse.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de mises en chantier sur 12 mois se replie nettement (-12% sur un an). Au niveau national, la tendance est similaire sur un an avec une baisse de 9%. Cette baisse est plus prononcée dans le Var (-21%) et le Vaucluse (-19%), alors que les Alpes-Maritimes résistent mieux (-4%).

Dans le département, il faut ainsi remonter avant 2014 pour trouver un nombre de logements commencés inférieur aux chiffres d'aujourd'hui. Même durant le Covid, le Vaucluse affichait un plus grand nombre de mise en chantier qu'aujourd'hui.

### **La situation est à peine meilleure en ce qui concerne les permis de construire**

Parallèlement, le nombre de permis de construire délivrés diminue encore (-2% sur 12 mois par rapport au premier trimestre 2022) et demeure en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019. Seules les Alpes-Maritimes tirent leur épingle du jeu, avec un nombre d'autorisations en hausse de plus de 20% sur 12 mois ; la baisse est relativement contenue dans le Var (-4%), le Vaucluse (-5%) et les Bouches-du-Rhône (-6%), et plus forte dans les Hautes-Alpes (-14%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-18%).

Si le Vaucluse semble limiter la casse, l'évolution du nombre de logements autorisés à la construction reste inférieur, là-aussi, au niveau de 2014 même s'il reste encore supérieur à la période Covid (fin 2020-début 2021).

« Les entrepreneurs du secteur du BTP estiment que la demande pourrait encore se dégrader dans les mois à venir. »

### **Une baisse nette des transactions immobilières**

« Au niveau national, qui avait mieux résisté que Provence-Alpes-Côte d'Azur ces dernières années, la baisse des permis sur 12 mois est franche (-9% ce trimestre et -11% sur un an), dans la continuité de ce que l'on constate depuis mi-2022, poursuit l'Insee-Paca. Au niveau national, les coûts de production se stabilisent ce trimestre. Toutefois, les conditions d'accès aux crédits immobiliers deviennent plus restrictives pour les ménages : le redressement des taux directeurs observé depuis plusieurs mois pourrait pénaliser les ventes de logements et, in fine, les mises en chantier. De premiers effets sont déjà visibles, en particulier une légère baisse des prix des logements neufs de 0,2% au dernier trimestre 2022 comme au premier trimestre 2023, et une baisse nette du nombre de transactions dans l'ancien.

En parallèle, le climat des affaires au niveau national dans le bâtiment s'assombrit, avec des entrepreneurs du secteur qui estiment que la demande pourrait se dégrader dans les mois à venir, et qui prévoient de fortes baisses de prix. »

Ecrit par le 3 avril 2025

### Quelles répercussions sur l'emploi ?

En Vaucluse, la conjoncture semble déjà avoir un impact négatif dans le secteur de l'intérim. Ainsi, au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le nombre d'intérimaires a diminué fortement (-2,4% par rapport au trimestre précédent). Il s'agit de la baisse la plus forte depuis fin 2019, hormis le creux dû aux restrictions Covid. Sur un an, la baisse est également de 2,4%. En France, la situation est similaire (-2,2% sur un trimestre, -2,2% sur un an). La baisse concerne la plupart des départements de la région, en particulier les Hautes-Alpes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse.

Par ailleurs, dans la construction, les effectifs repartent à la baisse après le léger rebond du 4<sup>e</sup> trimestre 2022 (-0,3%, après +0,7%). La diminution est sensible : -0,7% dans les Alpes-Maritimes, -1,1% dans le Var, -1,6% dans les Alpes-de-Haute-Provence, et jusqu'à -3% dans les Hautes-Alpes. Les effectifs sont en hausse seulement dans les Bouches-du-Rhône (+0,5%) alors qu'ils stagnent en Vaucluse. Les entrepreneurs vauclusiens du BTP ayant donc fait le choix de sacrifier les emplois intérimaires afin de conserver les salariés permanents. Jusqu'à quand pourront-ils le faire ?

---

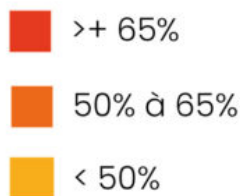
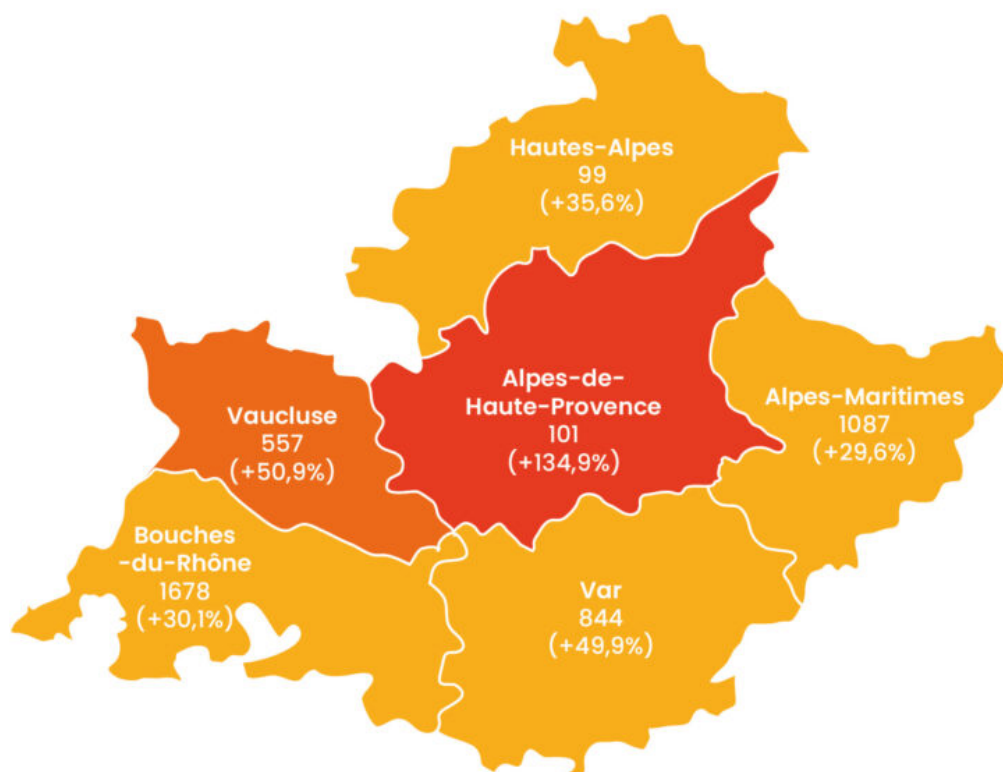
## Les défaillances d'entreprises au plus haut en Vaucluse depuis 2018



Écrit par le 3 avril 2025

# Évolution des défaillances d'entreprises en 2022 / 2021

## Provence-Alpes-Côte d'Azur



**altares**

Selon la dernière étude [d'Altares](#), le nombre de défaillances d'entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 37,4% en 2022. Si cette hausse est très inférieure à la tendance nationale elle est cependant très marquée en Vaucluse qui retrouve un niveau de défaillances

Ecrit par le 3 avril 2025

## jamais vu depuis 2018.

Avec 4 366 procédures ouvertes sur 2022, le nombre de cessations de paiement est en hausse de plus de 37% en Provence-Alpes-Côte d'Azur [par rapport à 2021](#). Une tendance cependant très inférieure à celle observée sur l'ensemble du territoire national où la hausse est historique, proche de +50 %. Le niveau des défauts est ainsi encore nettement inférieur (-16 %) à celui de 2019, année de référence avant-Covid, où plus de 5 200 cessations de paiement avaient été enregistrées. En Paca, on dénombre ainsi 860 défauts de moins qu'en 2019.

À ces défaillances s'ajoutent 127 ouvertures de procédures de sauvegarde, un dispositif de prévention accessible aux seules entreprises qui ne sont pas encore en cessation de paiement, afin de favoriser leur réorganisation. En PACA, elles constituent 3% de l'ensemble des procédures. À noter, la région est sur le podium des territoires où l'on recourt le plus aux sauvegardes, derrière l'Ile-de-France (149) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (155).

### Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône en bouclier

Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône concentrent traditionnellement les deux tiers des défaillances et pèsent donc sur la tendance régionale. Or les deux départements contiennent la hausse à +30%. Les Bouches-du-Rhône enregistrent 1 678 cessations de paiement et les Alpes-Maritimes 1 087.

Dans le même temps, l'augmentation des défauts oscille autour de 50% dans le Var (844 ; +49,9%) et le Vaucluse (557 ; +50,9%), au plus haut depuis 2018 (voir tableau ci-dessous ainsi que la carte en illustration principale de l'article).

Les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes ne comptent qu'une centaine de procédures mais la tendance est aussi à la hausse. +36% en Hautes-Alpes et +135% dans les Alpes-de-Haute-Provence.

#### Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par département sur 10 ans

Départements	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2021
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE(4)	145	140	168	153	134	123	113	54	43	101	134,9%
HAUTES-ALPES(5)	154	129	133	145	128	111	108	80	73	99	35,6%
ALPES-MARITIMES(6)	1571	1 604	1 669	1 472	1 538	1 301	1 410	1 023	839	1 087	29,6%
BOUCHES-DU-RHONE(13)	2456	2414	2284	2273	2393	1869	2007	1270	1290	1678	30,1%
VAR(83)	1 300	1 296	1 473	1 225	1 190	1 140	1 082	611	563	844	49,9%
VAUCLUSE(84)	665	704	654	553	574	603	503	368	369	557	50,9%
TOTAL REGION	6 291	6 287	6 381	5 821	5 957	5 147	5 223	3 406	3 177	4 366	37,4%

© Altares

Entre inflation et crise énergétique : « les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences ».

Ecrit par le 3 avril 2025

« En Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul sur 3 ans depuis 2020, moins de 11 300 entreprises ont fait défaut contre plus de 16 800 durant les trois années précédentes, précise [Thierry Millon](#), directeur des études Altares. 5 500 défaillances, soit plus d'une année de défaillances, ont ainsi été 'épargnées' grâce notamment aux dispositifs d'aides publiques déployés pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine. Pourtant, si le risque a été anesthésié, évitant la déferlante tant redoutée des faillites, les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences. Entre inflation et crise énergétique, le climat se complique encore et les fonds propres sont mis à contribution. Or, l'Observatoire du Financement des Entreprises notait dans son rapport de mai 2021 sur les fonds propres des TPE et PME que si l'essentiel de ces entreprises a affronté la crise avec des situations en fonds propres renforcées avant la Covid, une partie disposait, en revanche, de structures financières très dégradées (un tiers des TPE) ou était insuffisamment capitalisée (20% des PME analysées). De son côté, la Commission européenne alerte sur le poids excessif de la dette des entreprises non financières de l'Union qui représentait 111% du PIB des 27 à fin 2020, soit 14 900 milliards d'euros). Or, le manque de fonds propres handicapant pour investir et se financer est un signal prépondérant du risque de défaillance. »

### Les PME à la peine

« Si le retour aux normes d'avant-Covid s'amorce depuis un an, l'augmentation des défaillances s'accélère pour les très jeunes entreprises et les PME » constate [la base de données internationales Altares](#).

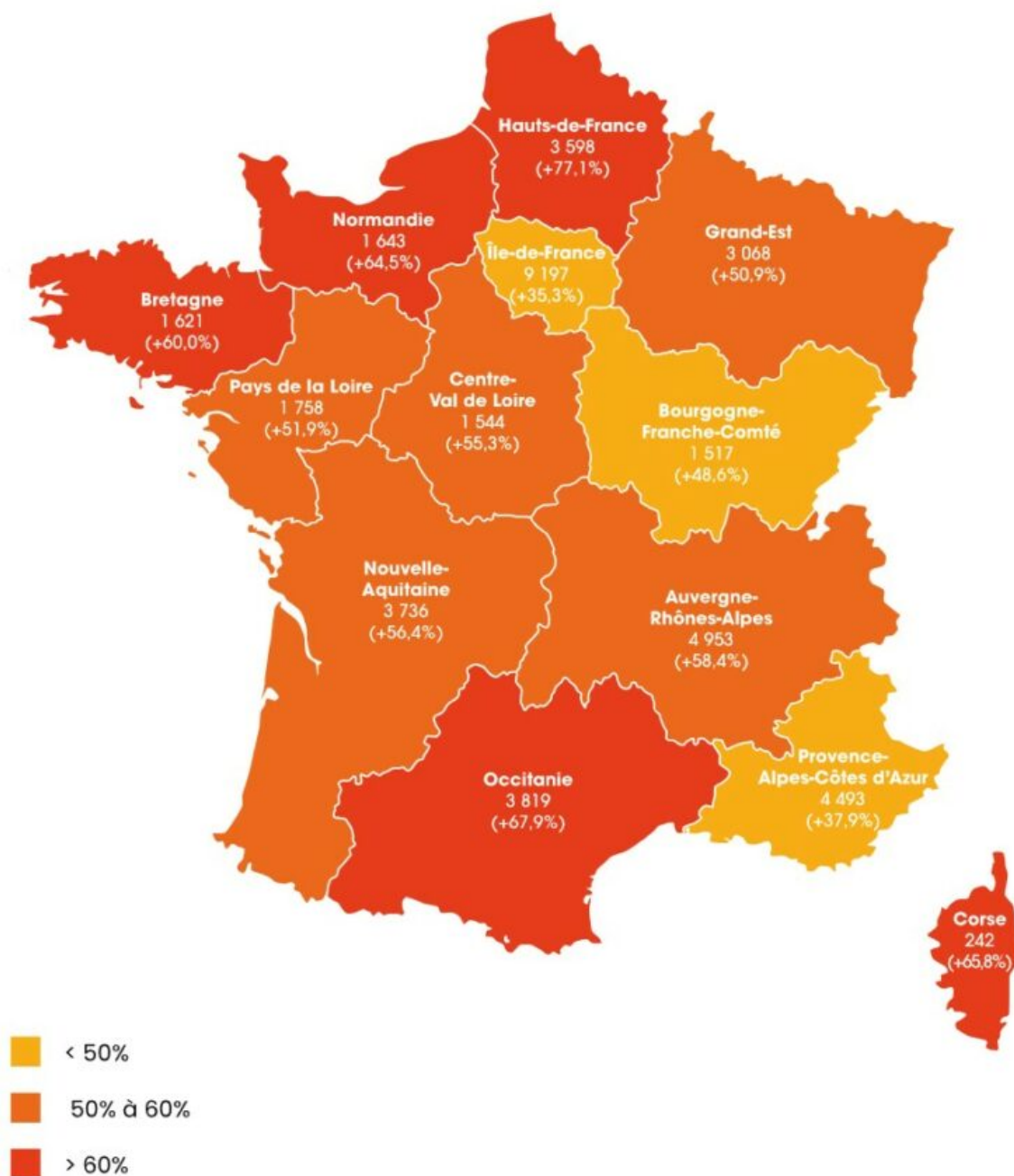
En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les TPE concentrent l'essentiel des défaillances (94%) et donnent donc le ton pour les indicateurs régionaux. 4106 entreprises de moins de 10 salariés ont défailli en 2022, un nombre en augmentation de 36,5% sur l'année, mais encore inférieur de plus de 880 par rapport à 2019. Plus de 630 TPE sont de création récente (moins de 3 ans). Or ces jeunes entreprises sont très vulnérables : leur nombre s'envole de 75 % sur un an.

Pour les PME la tendance accélère fortement, en particulier pour celles de moins de 50 salariés. 249 d'entre-elles ont fait défaut, c'est 61% de plus sur un an. Il faut remonter à 2016 pour trouver un nombre comparable (247). Dans ces conditions, le nombre d'emplois menacés bondit et passe de 8400 en 2021 à 12600 en 2022.



Ecrit par le 3 avril 2025

# Carte d'évolution des défaillances par région en 2021 / 2022



Ecrit par le 3 avril 2025

© Altares

**2023, une année de transition à bien négocier**

« Il y a un an, nous rejetions l'hypothèse d'une explosion des défaillances en 2022, en anticipant malgré tout une hausse sensible des défauts, poursuit Thierry Millon. Si le cataclysme n'a pas eu lieu, le rythme est plus soutenu qu'envisagé, faisant craindre un retour aux valeurs d'avant crise plus tôt que prévu. 2019 s'était achevé sur 52 000 défaillances, 2023 pourrait dépasser ce seuil et nous ramener aux valeurs de 2017 au-delà de 55 000. La Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait alors dépasser 5 200 défauts. Un nombre certes important mais plutôt raisonnable au regard du contexte très difficile que nous traversons. Pour certaines TPE et PME, les chances de survie sont compromises. Pour certaines, la fragilité de leur structure financière est en cause. Pour d'autres c'est paradoxalement leur incapacité à honorer des carnets de commandes pourtant bien remplis qui pourrait les amener au défaut. En cause, les difficultés d'approvisionnement, l'explosion des coûts des matériaux et les problèmes de recrutement. Dans tous les cas, les prêteurs seront plus exigeants et se concentreront sur les sociétés dont les bilans seront les plus solides. Les contraintes financières (remboursement des dettes Covid et notamment PGE ; inflation ; hausse des taux ; facture énergétique, etc.) sont malheureusement vouées à peser toujours plus lourd. Alors que les tensions sur les trésoreries des entreprises se font déjà ressentir, le financement de l'exploitation et donc du BFR (Besoin en Fonds de Roulement) aura à n'en pas douter l'attention des directions financières des TPE PME comme des ETI. »

L.G.

---

## **Fédé BTP 84, année écoulee et perspectives, Daniel Léonard, président de l'interprofessionnelle livre réflexions et feuille de route**

Ecrit par le 3 avril 2025



**Daniel Léonard -Midi travaux- a succédé à Christian Pons -Vinci construction France, Girard et Travaux du midi- en octobre dernier, à la présidence de la très reconnue Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics d'une activité pesant, dans le département, en termes de commande publique, 660M€. Dans cet entretien il évoque la transformation des métiers du BTP dictée par la Loi Climat et résilience ainsi que le dispositif Zéro artificialisation nette.**

En Vaucluse, l'activité BTP représente 9 300 établissements dont 2 300 emploient un salarié et plus. Le secteur de la construction, quant à lui, constitue 12% du tissu économique du département. Au 3e trimestre 2022, 12 800 salariés y sont employés ce qui représente 10% du salariat en Vaucluse et 1 120 équivalents temps plein en intérim. Quant à la formation ? 1 200 jeunes sont formés aux métiers de production du BTP dont 70% en apprentissage. Enfin, la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics compte 370 adhérents et représente 5 000 emplois. Une fois le portrait dressé de l'interprofessionnelle, qu'en est-il de la conjoncture ?

### **Les chiffres de la conjoncture 2021- 2022**

«En autorisation de logements, nous sommes à +2% alors qu'en autorisation de permis de construire de logements nous sommes à -11% détaille Daniel Léonard. Au chapitre de l'activité du trimestre sur les travaux publics nous sommes à -6% et en cumulé à - 5%. Le volume de béton prêt à l'emploi a augmenté de 4% alors que nous sommes en baisse du nombre de chantiers, ces chiffres indiquent donc une activité axée sur du bâtiment collectif. Quant au nombre d'appels d'offres publiés nous sommes à +12%, ce qui est de bonne augure» sourit le président de la fédération.



Ecrit par le 3 avril 2025

### Les projets en cours, en Vaucluse

«En Vaucluse 317 projets sont en cours -dont 199 bâtiments pour 413M€ et 118 opérations de travaux publics pour 243M€- pour une valeur de 656M€. Le 1<sup>er</sup> donneur d'ordre du Vaucluse reste les collectivités locales avec 190 projets pour un budget de 333M€. 55% des 317 projets vauclusiens sont à moins d'1M€, 33% de 1 à 5M€ et 12% supérieurs à 5M€. Les deuxièmes donneurs d'ordre sont l'Etat et les grandes entreprises (centres hospitaliers, ports, Enedis, SnCF... qui portent 61 projets pour 235M€. Arrivent en 3e position les bailleurs sociaux avec 66 projets pour 87M€.»

### Les problématiques ?

«Nous observons un nombre conséquent de permis de construire, le hic ? Beaucoup ne semblent pas aboutir ou sont longs à être réalisés Pourquoi ? Un industriel aura besoin de 2 ans pour 'sortir' son projet, le temps de le murir et de le chiffrer. Alors qu'il est en phase de démarrer son chantier, il ne le peut plus parce son coût a augmenté d'au moins 20%, un effet collatéral de l'inflation, du coût des matériaux et des flux.»



Ecrit par le 3 avril 2025

Copyright Mireille Hurlin

### **Les collectivités**

«Beaucoup de projets doivent émerger des collectivités parce qu'ils sont programmés. Ce qui pose la question de savoir où prélever le surcoût qui n'a pas été budgété. Le plus grand risque ? Que cet argent soit extrait de l'enveloppe destinée à l'entretien de la commune ce qui aura pour conséquence de grever les budgets à venir, car lorsque l'entretien d'une commune n'est pas fait, les dégâts peuvent s'avérer considérables.»

### **L'Emploi**

«Au chapitre des emplois, le nombre de salariés a baissé de 1%, ce qui veut dire que les entreprises essaient de conserver au maximum leur personnel. Comme d'habitude et malheureusement la variable d'ajustement reste l'intérim. Si nos adhérents subissent l'inflation professionnellement, ils sont aussi très conscients que leurs salariés souffrent ce qui crée des tensions à sein des entreprises. C'est une charge mentale qui fragilise les gens. nous aimerions augmenter la rémunération de nos salariés pour faire face à l'inflation mais nos structures ne dégagent hélas pas de marges suffisantes pour le faire.»

### **Le carnet de commande**

«Nous sommes toujours sur l'effet de roulement de 2022 avec des plannings remplis jusqu'en mars, avril. Après cette date il y a, en effet des projets mais qui, pour le moment, ne sortent pas. Les permis de construire sont autorisés, maintenant il faut que ces projets se réalisent et pour cela ils doivent être lancés. L'autre point d'achoppement ? Nous sommes désormais tenus par des marchés signés il y a un an et non-révisables. En revanche, les collectivités territoriales jouent le jeu du prix révisable à 45 jours. Ce n'est hélas pas systématiquement le cas des bailleurs sociaux. Il faut alors beaucoup parlementer, justifier, négocier, alors qu'aujourd'hui le prix révisable devrait être acquis en raison de la conjoncture... Concernant la construction d'immeubles privés les prix là encore ne sont pas révisables. La raison ? Le prix des appartements vendus reste ferme et le surcoût de la construction dû à l'inflation ne peut être ni absorbé par le constructeur, ni par les acheteurs. Le plus gros risque ? C'est qu'une entreprise disparaisse en cours de chantier ce qui induirait du retard dans les travaux toujours lié à une constante augmentation du coût des matériaux.»

### **La hausse des matériaux est-elle réelle ou spéculative ?**

«Pour certains produits c'est la triste réalité puisque pour les concevoir ils passent au four, comme, par exemple, les produits de finition tels que les tuiles ou le plâtre, cependant les prix semblent s'envoler bien au-delà du surcoût de l'énergie. Les assurances de crédit seraient d'ailleurs les plus à même de le révéler puisqu'elles connaissent les marges de notre secteur. Les entreprises du BTP sont devenues des structures à risque alors que nos fournisseurs n'ont jamais fait autant de marges.»

### **Conjoncture**

«Actuellement nous comptons 370 adhérents dont certaines entreprises sont fragilisées par la conjoncture cependant nous ne déplorons pas de défaillance. Notre marge diminue et donc la rentabilité de l'entreprise. Notre posture ? Nous limitons l'accès aux chantiers dont nous savons qu'ils ne sont pas révisables. De fait, nous nous orientons vers d'autres chantiers tels que ceux lancés par les collectivités

Écrit par le 3 avril 2025

et l'Etat.»

### **La révolution du Dispositif Zan ?**

«Oui, le dispositif Zan nous inquiète. Le 'Zéro artificialisation nette' implique que nous ne travaillerons plus que sur de l'existant. Pour la partie TP -Travaux publics- ça signifie que l'on ne pourra plus créer de route ou de plate-forme. Nos professions vont devoir se réorienter vers d'autres métiers. Nous allons devoir dé-imperméabiliser les sols, ce que l'on fait déjà dans les écoles en remplaçant le goudron par des produits perméables comme de la résine drainante qui ne produit pas de chaleur en été.»



Ecrit par le 3 avril 2025



Copyright Mireille Hurlin

### **Une nouvelle économie du réemploi, de la logistique et de l'organisation**

«En ce qui concerne le bâtiment, nous travaillerons plus sur la réhabilitation et le changement d'usage. Là encore, ce sont de nouveaux métiers, de nouvelles façons de travailler via la déconstruction, source d'une nouvelle économie, et non plus de la démolition afin de diminuer drastiquement l'enfouissement de

Ecrit par le 3 avril 2025

déchets. D'ailleurs on ne parle plus de déchets mais de ressources. Avec le tri, le stockage, la tenue d'inventaire, nous redonnons vie à l'existant via le réemploi et le recyclage. D'ailleurs lorsque l'on parle de déconstruction, on parle de diagnostic, de coûts et de réemploi en face, afin d'aligner toutes les opérations dans les délais les plus courts. Ce marché de la déconstruction existe depuis toujours pour les bâtiments anciens, maintenant il se fera systématiquement.»

### **Accepter un diagnostic RE2020 différent de l'attendu**

«La réglementation environnementale 2020, prévue par la Loi Elan -évolution du logement, de l'aménagement et du numérique- réclame des bâtiments moins énergivores. Avec la déconstruction et le réemploi des matériaux -donc bas carbone- il faudra accepter que le diagnostic thermique soit moins efficace qu'avec de nouveaux matériaux neufs sans doute plus performants. Nous devons également être vigilants dans la lecture des appels d'offre à ce propos. Finalement, nous réapprenons à construire.»

### **Trouver des surfaces de stockage pour limiter les transports**

«Chaque projet donne lieu à une nouvelle organisation : permis de démolir, diagnostic plomb, amiante, termites, capricornes, nouveau diagnostic déchet PEMD -produits, équipements, matériaux et déchets issus du bâtiment- qui sera utilisée lors de la déconstruction pour un nouveau chantier. Cela induit de trouver davantage de centres de recyclages couplés à des surfaces de stockage pour limiter les transports. Ces structures existent déjà à Pertuis, Cavaillon, Sorgues et Carpentras... Le problème ? Ces espaces ne peuvent pas stocker trop longtemps beaucoup de matériel. Si les matériaux de TP peuvent rester à l'air libre, les matériaux du bâtiment réclament des locaux fermés qui restent à trouver. Le challenge ? Mettre des filières en place en circuits courts.»

### **Changement d'adresse**

«Aujourd'hui le siège de la fédération du Bâtiment et des Travaux publics, qui avait été acheté en 1946, est vendu. Le bâtiment accueillera désormais des appartements. Nous louerons, 300 m2 pendant 3 ans, à partir de fin janvier, des bureaux présents dans le bâtiment jusqu'alors dévolu à l'UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie), 60, Chemin de Fontanille à Agroparc- Avignon. Nous y installerons nos salles de formation et de réunion ainsi que les 7 permanents qu'accueille notre structure.»

### **Le nouveau siège de la fédé BTP 84**

«Le nouveau siège du BTP 84 s'étendra sur 800 m2 sur un terrain de 2 000 m2, acheté à Citadis. Le terrain jouxte le [Geiq BTP 84](#) (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, émanation de la Fédé BTP pour l'insertion professionnelle) situé 423 rue Jean Dausset et l'Urssaf (Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales). Le nouveau bâtiment s'établira à l'angle de la route de l'aérodrome et de la rue Dausset toujours à Agroparc. Le nouveau siège s'organisera autour de salles de formation, de réunion, d'un hall d'accueil et des bureaux des permanents.»

### **Pourquoi ce choix ?**

«Pour rendre plus accessible et attrayante la Fédé BTP 84. A l'heure actuelle nous peinons à faire notre travail de fédération dans un centre-ville difficile d'accès et dont le tour de ville est embouteillé aux



Ecrit par le 3 avril 2025

heures de pointes. Nos artisans et entreprises n'arrivent plus ni à venir physiquement ni à se garer. La logique voulait donc que nous prenions en compte ces éléments, quitte à renoncer à cette belle adresse ce qui nous émeut toujours autant, mais je crois que nous n'avions plus le choix, nous perdions le lien, trop de temps à essayer de nous retrouver.»



Copyright Mireille Hurlin